



Conseil d'Administration de l'INRA 23 octobre 2014

Déclaration CGT-Inra

Budget INRA – Budget des Unités – Emploi : L'AUSTÉRITÉ Y EN MARRE !

CGT-INRA – RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole - 01.39.53.56.56 - cgt@inra.fr - <http://www.inra.cgt.fr/>

Les premiers éléments du budget 2015 dont nous avons eu connaissance via le « bleu » du budget indiquent très clairement, malgré tous les discours ministériels lénifiants sur la soi-disant « sanctuarisation » de la recherche publique, que la spirale de décroissance budgétaire continue, le futur budget 2015 de l'INRA étant tout aussi, voire plus, mauvais que le précédent de 2014.

La lecture indique une « augmentation » de 0.4% ce qui signifie une baisse du budget en tenant compte de l'inflation. Le gouvernement laisse entendre que tous les postes issus des départs en retraite ne seront pas supprimés mais les premiers effets de la réforme scélérate des retraites de Sarkozy entraînent un recul du départ en retraite, à ceci s'ajoute la faiblesse des rémunérations qui obligent nos collègues à différer leur départ en retraite pour éviter une baisse de leur pouvoir d'achat. Surtout, nous savons que les départs en retraite ne représentent qu'une proportion limitée de l'ensemble des départs. Leur seule compensation aboutit à une baisse notable des recrutements tant en ITA qu'en chercheurs. Alors que 359 postes ITA et 139 postes chercheurs étaient ouverts au recrutement à l'INRA en 2009, ces chiffres n'ont cessé de baisser pour tomber à 137 et 39 en 2014 ! Combien encore en moins en 2015 ? Arrêtons cette dégringolade de l'emploi statutaire qui, par conséquence, affecte fortement les possibilités d'avancements des personnels en place. Ce constat est partagé par nombre de collègues et les initiatives comme « Science en Marche », et les milliers de manifestants dans les rues de Paris vendredi dernier, en sont une traduction.

Le gouvernement continue à organiser le déclin scientifique de la France et ce n'est pas l'attribution du prix Nobel de l'économie à un français qui modifiera ce constat et ceci d'autant plus que le récipiendaire est lui-même un tenant du néolibéralisme, et du partenariat public-privé, qui fait tant de ravages dans notre pays.

Dans le même temps la diminution des dotations aux collectivités locales va largement impacter négativement cet aspect de nos financements

Même l'ANR voit son budget amputé sans que celui-ci soit redonné aux laboratoires. Quand on sait que seulement 8% des projets déposés ont été retenus, on peut mesurer le désarroi de nos collègues qui passent

des jours à rédiger des projets qui ne seront jamais financés. La généralisation de la recherche sur projets nous amène ainsi droit dans le mur, faute de financements récurrents assurant aux équipes la continuité et l'indépendance nécessaires pour leurs recherches. Nous avons appris que les Chefs de Département INRA étaient bien conscients de la situation dramatique dans laquelle devaient plonger la plus grande partie des unités et ont demandé à la Direction Générale que soient remis à plat les mécanismes d'attribution des dotations. **La CGT s'adresse donc à la Direction Générale pour qu'elle précise comment elle va assurer l'attribution du soutien de base nécessaire au bon fonctionnement des unités, que nous estimons à 20.000 € de part-chercheur. Nous exigeons notamment que les fonds attribués aux métaprogrammes et aux actions incitatives de toutes sortes, soient rebasculés pour attribution directe aux unités.**

Dans le même temps, Madame Fioraso met en place à marche forcée et contre l'avis des personnels les COMUE nouvelle feuille du mille-feuille, ces belles usines à gaz qui font la fierté du ministère outre de complexifier le système n'ont d'autre but que de réduire la démocratie, de mutualiser les personnels et de régionaliser notre système national d'enseignement supérieur et de recherche. Nombre d'universités sont en quasi situation de faillite à cause de la LRU-Fioraso, le gouvernement espère sans doute déshabiller les EPST pour habiller les universités. La CGT estime que l'INRA, même quand il n'est que simple associé et pas membre fondateur de la COMUE comme à Saclay, ne pourra qu'être piloté au final par les COMUE. **Les COMUE ont été rejetées dans la plupart des Comités Techniques comme au CNESER. Il ne faut pas que Mme la Ministre promulgue les décrets les créant.**

Le système d'enseignement et de recherche est devenu une usine à former des précaires sans aucun espoir d'emploi dans le public ou le privé. Il y a urgence à changer de politique pour éviter de sombrer et pour donner une perspective à la jeunesse autre que Pole Emploi ou l'exil.

Il faut créer un plan d'urgence pour la recherche et l'enseignement supérieur qui passe par la création de milliers d'emplois de titulaires dans ce secteur, et un vrai plan de titularisation de tous les non-titulaires sur fonctions permanentes, sans rapport avec les chiffres

dérisoires de la Loi Sauvadet mais aussi, comme nous l'avons déjà dit, augmenter fortement la dotation récurrente des laboratoires.

Ce qui fut possible à la Libération en 1944 dans une France détruite ne le serait pas 70 ans après pour la 5ème puissance du monde ? Certes il faut du courage et des idées, mais **il faut surtout rompre avec une politique axée sur les visées du MEDEF, qui tourne le dos aux intérêts de la majorité de la population, y compris dans le domaine de la recherche publique.**

Les élus CGT-INRA au CA invitent donc les personnels à exprimer massivement cette exigence de rupture en votant pour la CGT aux élections au Comité Technique de l'INRA et au Comité Technique Ministériel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CTMESR), qui vont se dérouler à partir du mois prochain.



LES PROCHAINES ELECTIONS AU COMITE TECHNIQUE DE L'INRA EN NOVEMBRE – DECEMBRE DETERMINERONT EGALEMENT LA REPRESENTATION SYNDICALE DANS CHAQUE CHSCT ET AU CCHSCT.

**POUR ETRE VRAIMENT DEFENDUS,
VOTEZ CGT-INRA**